

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 MARSEILLE

MARSEILLE, le 27/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4
7 avenue de Shanghai
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

D/SPR/GP/N°1038/2023

Références : D-1084 MRT-2023

Code AIOT : 0006410881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'établissement est classé Seveso seuil haut. Il est autorisé à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles et/ou dangereux par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2023 entrepôts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	/	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	/	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
12	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	/	Sans objet
13	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale entrepôts 2023. Plusieurs non-conformités ont été constatées, notamment concernant :

- l'état des matières stockées ;
- la non réalisation d'exercice de défense contre l'incendie ;

- la non réalisation de l'étude de flux thermiques pour les cellules 5.2, 5.3, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2.
Ces constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Certains documents n'ont pas été présentés le jour de l'inspection, l'exploitant doit les transmettre dans les meilleurs délais :

- concernant la détection incendie : les justificatifs de la compatibilité des systèmes de détection mis en place avec les produits stockés et le type de détection pour chaque cellule ;
- concernant le dimensionnement des moyens en eau : le débit et la quantité d'eau nécessaires calculés conformément au document technique D9.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de :

- mettre à jour son bilan de classement (tableau de nomenclature + annexes applicables de l'arrêté ministériel du 11/04/2017) ;
- mettre en place une traçabilité des opérations de maintenance sur le système d'extinction automatique d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none">- son dossier de demande d'autorisation datant d'octobre 2013 (complété en juillet 2014) ;- son dossier de réexamen quinquennal de l'EDD du site, datant de mars 2021 ;- son arrêté préfectoral d'autorisation daté du 23/07/2015. <p>Suite à l'inspection de décembre 2021, l'exploitant avait transmis le rapport de son assureur faisant suite à sa visite d'octobre 2021. Il n'y a pas eu de nouvelle visite depuis. La prochaine visite aura lieu fin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : Dans son PAC (version 3) du 05/12/2022, l'exploitant a mis à jour son tableau de classement suite aux modifications de la nomenclature 1510. Quelques erreurs ont été relevées : <ul style="list-style-type: none">- le volume de l'entrepôt étant de 409 400 m³, l'établissement est à présent soumis à enregistrement pour la 1510 (et non à autorisation comme c'était le cas avant le 01/01/2021) ;- les autres rubriques de stockage (1530, 1532, 2662, 2663) ont toutes été intégrées à la 1510. Or, il existe des stockages extérieurs (palettes soumises à la rubrique 1532, 2 800 m³ de granulés PE sur aire conteneurs soumis à la rubrique 2662) qui doivent être classés à part et apparaître dans le classement ICPE de l'établissement. En outre, dans son courrier daté du 23 décembre 2021, l'exploitant indique que son installation est une installation existante soumise à l'annexe IV (régime A) uniquement. Or, son installation peut bien être considérée comme une installation existante mais son régime a été modifié suite à la modification de la nomenclature (1510 A → 1510 E) donc les annexes qui s'appliquent sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- annexe IV (point II) dans sa version en vigueur au 31/12/2020- annexe VII (point 1)- annexe VIII
Observations : L'exploitant doit mettre à jour son bilan de classement et le tenir à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : L'exploitant reçoit tous les matins (y compris les week-ends et les jours fériés) un mail avec en PJ : - un tableau Excel comprenant toutes les marchandises stockées dans son entrepôt ; - un autre tableau Excel comprenant les marchandises dangereuses. Ce tableau Excel a plusieurs onglets : un onglet pour les produits référencés (les mentions de danger des produits sont renseignées), un onglet pour l'état des stocks (les mentions de danger ne sont pas renseignées), un onglet pour le respect des seuils ICPE définis dans l'AP. L'état des stocks présenté est incomplet : - toutes les matières combustibles ne sont pas renseignées, il manque par exemple les zones de stockage des palettes, des containers, des cartons, des papiers, des déchets dangereux et non dangereux ; - la localisation des matières combustibles non dangereuses n'est pas claire, le numéro de cellule n'apparaît pas ; - un plan général des zones de stockage a été présenté mais il n'est pas à jour (« extension cellule 7 » apparaît alors que la cellule n'a pas été construite), il manque les zones de stockage extérieures ; - il n'est pas référencé dans le POI mis à jour en mai 2023. Les données sont stockées sur des serveurs à l'extérieur du site. Un mail est envoyé chaque jour au directeur du site, à la déléguée QHSE et au responsable exploitation. L'exploitant a indiqué qu'au moins une de ces trois personnes était présente sur site en journée et pouvait donc avoir accès à l'état des stocks. Pour les nuits, les week-ends et les jours fériés, une société extérieure assure plusieurs rondes autour du site mais n'a pas accès à l'état des

stocks. L'agent d'astreinte peut être présent sur le site en 20 minutes maximum mais il n'a pas accès non plus à l'état des stocks. L'exploitant devra revoir sa procédure afin que l'état des stocks soit facilement accessible et tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

L'exploitant a précisé qu'un inventaire tournant du bâtiment était réalisé au moins 1 fois par an.

Les fiches de données de sécurité des produits stockés sont accessibles à tout moment sur son réseau interne. L'Inspection a demandé à l'exploitant la FDS d'un produit avec la mention de danger H224 et a constaté que :

- l'exploitant a eu du mal à retrouver la FDS car la référence du produit ne correspondait pas avec la référence de la FDS ;
- la mention de danger H224 n'apparaissait pas dans la FDS, il y a eu une erreur de saisie de l'exploitant lors du référencement du produit dans sa base de données.

À l'aide de l'état des stocks présenté par l'exploitant, l'Inspection :

- a vérifié le respect des seuils de l'AP pour les rubriques 4510 et 4440-4441. Il n'y avait pas de dépassement le jour de l'inspection ;
- a vérifié l'emplacement de deux produits choisis au hasard :
 - un produit d'hivernage AQUALUX présentant les mentions de danger H224, H314, H400 et H410 dans l'état des stocks et classé 4510. Le produit était au bon emplacement dans l'entrepôt mais ses mentions de danger étaient H314 et H410. Il y a eu un mauvais référencement du produit avant son arrivée dans l'entrepôt, cf. ci-dessus et voir autre rapport relatif à la visite d'inspection du 15/06/23 sur la thématique des FDS (réglementation européenne) et retour sur les précédentes inspections (2021-2022).
 - un arôme MANE présentant les mentions de danger H226 et H412 dans l'état des stocks et classé 4331. Le produit n'était pas au bon emplacement dans l'entrepôt (niveau au-dessus). Ses mentions de danger n'étaient pas renseignées sur l'étiquette.

Observations :

Ces constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- compléter, **sous 2 mois**, l'état des matières stockées en y intégrant toutes les matières combustibles (par exemple les zones de stockage des palettes, des containers, des cartons, des papiers, des déchets dangereux et non dangereux, etc.), en précisant la localisation par cellule des matières combustibles non dangereuses, en mettant à jour le plan général des zones de stockage, en le référençant dans le POI ;
- supprimer, **sous 7 jours**, les mentions de danger H224 des produits d'hivernage AQUALUX vus en inspection et dont les FDS n'indiquent pas cette mention de danger ;
- revoir, **sous 1 mois**, le référencement des produits dangereux (numéros des produits) afin de pouvoir retrouver la FDS correspondante facilement ;
- concernant l'arôme MANE, mettre en cohérence, **sous 7 jours**, l'emplacement figurant dans l'état des stocks et l'emplacement réel du produit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats : L'état des stocks présenté ne permet pas de répondre aux besoins de la gestion d'un événement accidentel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités des substances, produits, matières ou déchets présents n'apparaissaient pas directement pour chaque zone de stockage. Des opérations sur les tableaux Excel étaient nécessaires pour avoir cette information ; - dans l'onglet relatif à l'état des stocks des matières dangereuses, les mentions de danger des produits dangereux n'y étaient pas renseignées. L'information était disponible dans un autre onglet (celui des produits référencés) mais elle n'était pas accessible rapidement ; - pour les matières autres que les matières dangereuses, les produits n'étaient pas regroupés par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. En particulier, les stockages de batteries n'y figuraient pas.
<p>Observations : Ces constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure de compléter, sous 2 mois, l'état des matières stockées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en précisant les quantités des substances, produits, matières ou déchets présents pour chaque zone de stockage ; - en y faisant apparaître les mentions de danger des matières dangereuses de manière à ce que cette information soit directement accessible ; - pour les matières autres que les matières dangereuses, en regroupant les produits par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté d'état des stocks sous format synthétique.
Observations : Ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser, sous 2 mois , l'état des matières stockées sous format synthétique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'exploitant a séparé : <ul style="list-style-type: none">- les liquides inflammables des aérosols par un grillage (dans la cellule 7) ;- les liquides inflammables des produits comburants en les stockant dans des cellules différentes ;- les liquides inflammables des produits dangereux pour l'environnement en les stockant dans des cellules différentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Règles de stockage dans les cellules
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au sens du présent article, la hauteur de stockage correspond à la distance entre le sol et le sommet du stockage. Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : <ol style="list-style-type: none">1) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; pour les liquides inflammables ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au I du CHAPITRE 8.6 du présent arrêté ;2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;4) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie. Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettiers, les dispositions des 1), 2) et 3) ne s'appliquent pas.

<p>La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettières est au maximum fixée à 11,5 mètres.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettières.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>Au-delà de 50 % en masse de produits plastiques (visés par les rubriques 2662/2663) contenus sur les palettes, la hauteur est limitée à 8 mètres, des produits inflammables pouvant être stockés sur les niveaux supérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'entrepôt se trouvent des stockages en rack et en masse. Il n'y a pas de stockage en vrac normalement.</p> <p>Pour les stockages en masse :</p> <p>La hauteur de stockage est inférieure à 8 mètres.</p> <p>La distance entre les parois des cellules et les stockages en masse est de 1 mètre maximum. Un marquage au sol est présent. Or, le jour de l'inspection, ces marquages n'étaient pas respectés et plusieurs palettes de marchandises étaient collées aux parois des cellules.</p> <p>Pour les stockages en racks :</p> <p>Les hauteurs maximales de stockages des matières dangereuses sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 m dans les cellules 5.2, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1, 7.2 ; - 8 m dans la cellule 5.3 alors que la hauteur doit être limitée à 5 m pour les matières dangereuses liquides. <p>La hauteur de stockage est limitée à 10,40 mètres pour les stockages en rack dans les cellules 1 à 4.</p> <p>La largeur entre 2 racks est de 3 m.</p> <p>Lors de la visite, plusieurs stockages en vrac de matières combustibles ont été vus contre les parois de l'entrepôt dans les cellules 3, 4, 7.2. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de matériels en attente d'évacuation.</p> <p>Dans la cellule 7.2 « liquide inflammable », il y avait 3 GRV de 1,3-dichloropropène (pictogrammes : inflammable, toxique, dangereux pour l'environnement, CMR) et 3 palettes « consignées ITER » contre la paroi extérieure de l'entrepôt. Dans les allées de cette cellule se trouvaient des fûts pleins, des bacs de rétention métalliques gênant le passage.</p>
<p>Observations :</p> <p>Ces constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supprimer, sous 7 jours, tous les stockages présents contre les parois de l'entrepôt et dans les allées de l'entrepôt ; - limiter, sous 2 mois, la hauteur de stockage des matières dangereuses liquides à 5 mètres dans la cellule 5.3.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Dans l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, il y avait 3 produits H224 référencés dont 1 produit H224 en stock. Les contenants des 3 produits H224 référencés étaient des bidons de 1L ou de 5L. Mais il s'agissait vraisemblablement d'une erreur de saisie car la FDS du produit en stock ne mentionnait pas la mention de danger H224 (cf. constats N°3 et 4 sur l'état des stocks). L'exploitant vérifiera les mentions de danger des 2 autres produits H224 et corrigera sa base de données si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Toutes les cellules et les bureaux sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie : - détection linéaire ou détection de fumées pour les cellules ; - détection de fumées pour les bureaux. Les justificatifs de la compatibilité des systèmes de détection mis en place avec les produits stockés n'ont pas été présentés à l'Inspection.
Observations : L'exploitant transmettra les justificatifs et le type de détection pour chaque cellule sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est

renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

11 poteaux incendie sont répartis autour du site. Ces poteaux sont testés 1 fois par an par la société MADIS. Le dernier contrôle date du 19/08/2022. 5 poteaux en débit simultané ont été testés et ont fourni 703 m³/h. Ces poteaux incendie sont alimentés par le réseau de la ZI (GPMM) qui garantit un débit de 600 m³/h pendant 3 h.

Sont présents également sur le site :

- un bassin incendie (bassin pompiers) de 509 m³ (480 m³ prescrit dans l'AP) ;
- une citerne souple de 40 m³ ;
- une canalisation enterrée vers la Roubine : 134 m³/h pendant 4 heures.

Des extincteurs, des RIA et des colonnes sèches sont présents dans le bâtiment.

L'exploitant a indiqué que le SDIS venait sur le site 1 fois par an. Lors de sa venue début 2023, le SDIS a inventorié les poteaux incendie présents sur site afin de mettre à jour sa base de données.

Pour les systèmes d'extinction automatique d'incendie (sprinklages eau + mousse), des contrôles hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels et annuels (du groupe motopompe) sont réalisés par la société AXIMA.

Lors de l'inspection ont été vus :

- le rapport trimestriel des essais du 31/01/2023 (le dernier rapport n'était pas encore disponible) ;
- le rapport mensuel du 02/01/2023 qui indiquait que des opérations étaient nécessaires (prévoir vidange et rinçage des postes 11-12 + RIA, vérifier étanchéité des vannes 51 et 51 et de l'électrovanne).

L'exploitant n'assure pas la traçabilité des interventions de maintenance.

Les rapports mensuels de février, mars, avril n'ont pas été présentés.

Celui du 25/05/2023 a été présenté et conclut « Installation et tableau des alertes : ras » mais pas d'indication sur les vannes.

L'exploitant indique que le poste 14 a été longtemps hors service car fuyard depuis février 2023. Il a été réparé depuis (intervention entre le 2 et le 4 mai 2023, remplacement du poste 14). Le remplacement des vannes 51 et 52 a également eu lieu. Mais le commentaire de fin d'intervention indique « Vanne déluge sur cuve AFFF sur la cellule 7.2 à entretenir ». L'exploitant indique que cette opération nécessite l'intervention de personnes venant d'Allemagne et donc qu'elle n'est pas encore programmée.

L'exploitant ne réalise pas d'exercice de défense contre l'incendie.

2 pompiers volontaires font partie du personnel.

Des équipiers de première intervention (12) et des équipiers de seconde intervention (8+2) font partie du personnel. Un plan de prévention annuel est rédigé pour les entreprises extérieures et un accueil sécurité est dispensé à chaque visiteur intervenant seul sur le site.

Observations :

Ces constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser, **sous un mois**, un exercice de défense contre l'incendie.

Il est également demandé à l'exploitant de mettre en place une traçabilité des opérations de maintenance sur le système d'extinction automatique d'incendie. Ce point sera vérifié à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. À cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas le document technique D9.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous un mois, le débit et la quantité d'eau nécessaires calculés conformément au document technique D9.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant a transmis son POI-PDI daté du 19/05/2023. Le PDI est inclus dans le POI et est mis à jour régulièrement. La complétude du PDI n'a pas été regardée lors de l'inspection, elle fera l'objet d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'entrepôt n'est pas soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 mais à enregistrement. Néanmoins, étant classé Seveso seuil haut et conformément à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, il est soumis à cette prescription portant sur l'étude de danger. La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie devra être adressée au préfet au plus tard au 30 juin 2025, sans nécessairement attendre le réexamen. Un prochain rapport va proposer à M. le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire imposant la révision de l'étude de dangers de l'établissement (cf. point de contrôle « révision de l'EDD » du rapport D-1081 MRT-2023). À cette occasion, l'exploitant devra inclure dans son étude de dangers la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les cartographies des flux thermiques pour les cellules 1 à 5.1. Ces cartographies datent de 2013 (réalisées pour le DDAE). L'exploitant doit vérifier que les hypothèses prises en compte à l'époque à savoir les types de matières stockées, leurs quantités, leurs modalités de stockage (racks, masse, distances par rapport aux parois...), etc. sont toujours correctes. L'exploitant n'a pas présenté d'étude de flux thermiques pour les cellules 5.2, 5.3, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2.</p>
<p>Observations :</p> <p>Ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser, sous deux mois, l'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m² pour les cellules 5.2, 5.3, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois